

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures
Réf : FQR

ARRÊTE
de mise en demeure à l'encontre de
la société TEMBEC SAINT-GAUDENS à
SAINT-GAUDENS

151

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2009 autorisant la société TEMBEC SAINT-GAUDENS à continuer d'exercer ses activités sur le site de Saint-Gaudens ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 4 novembre 2010 établi suite à sa visite d'inspection de l'établissement réalisée le 5 juillet 2010;

Considérant que l'étude de réaménagement des décharges imposée par l'arrêté préfectoral du 9 juin 2009 n'a pas été remise dans le temps imparti;

Considérant que les installations de prélèvements d'eau ne sont pas munies d'un dispositif de mesure totalisateur;

Considérant que les conventions d'épandage passées entre TEMBEC et les agriculteurs mentionnées dans le plan d'épandage ne sont pas à jour ;

Attendu qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : La société TEMBEC SAINT-GAUDENS est mise en demeure, **dans le délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, de respecter l'article 9.7.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 9 juin 2009 en transmettant l'étude de réaménagement des décharges. Cette étude devra inclure la zone d'exploitation mise à disposition de Terralys.

ARTICLE 2 : La société TEMBEC SAINT-GAUDENS est mise en demeure, **dans le délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, de respecter l'article 2.1.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 9 juin 2009 en installant un dispositif de mesure totalisateur sur les installations de prélèvement d'eau.

ARTICLE 3 : La société TEMBEC SAINT-GAUDENS est mise en demeure, **dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, de respecter l'article 9.1.3 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2009 en mettant à jour les conventions définissant les engagements entre la société et les agriculteurs concernés par les opérations d'épandage.

ARTICLE 4 : A défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

ARTICLE 5 : Délai et voies de recours :

L'exploitant dispose d'un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal Administratif de la Haute Garonne.

ARTICLE 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,
Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du
logement Midi-Pyrénées, inspecteur des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Toulouse, le **18 NOV. 2010**

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général,

Françoise SOULIMAN